

## CCAG-FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

\*\*\*\*\*

CCAG-FCS (en vigueur)	PROPOSITIONS DE MODIFICATION
<b>PRÉAMBULE</b>	
	<p>Il appartient à l'acheteur qui souhaite faire référence à un cahier des clauses administratives générales (CCAG) de choisir celui qui est le mieux adapté aux prestations objet de son marché, et de faire expressément référence à ce CCAG dans les documents particuliers de son marché.</p> <p>Le présent CCAG s'applique aux marchés de fournitures ou de services dits courants, comportant des prestations banales ou répétitives.</p> <p>Il n'est pas adapté aux marchés de fournitures et de services courants des acheteurs privés.</p> <p>Par principe, marché ne peut se référer qu'à un seul CCAG. Toutefois, par dérogation à ce principe, en cas de marché global, l'acheteur peut faire référence à plusieurs CCAG. Dans ce cas, il devra veiller à assurer la parfaite cohérence entre les différentes clauses auxquelles il se réfère.</p> <p>Dans le cas où certaines prestations secondaires doivent être régies par des stipulations figurant dans un autre CCAG que celui désigné dans le marché, ce dernier doit reproduire, dans le cahier des clauses administratives particulières, les stipulations retenues ou tout autre document qui en tient lieu, sans référence au CCAG dont elles émanent.</p>
<b>CHAPITRE 1<sup>ER</sup> : GÉNÉRALITÉS</b>	
<i>Article 1<sup>er</sup> : Champ d'application</i>	

<p>Les stipulations du présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) s'appliquent aux marchés qui s'y réfèrent expressément.</p> <p>Ces marchés peuvent prévoir de déroger à certaines de ces stipulations.</p> <p>Ces dérogations doivent figurer dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui comporte une liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.</p>	<p>Les stipulations du présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) s'appliquent aux marchés qui s'y réfèrent expressément.</p> <p>Ces marchés peuvent prévoir de déroger à certaines de ces stipulations.</p> <p>Ces dérogations doivent figurer dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), <b>ou dans tout autre document qui en tient lieu, et font l'objet d'une liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.</b></p>
<p><b>Article 2 : Définitions</b></p>	
<p>Au sens du présent document :</p> <p>Le « pouvoir adjudicateur » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Lorsque le marché est conclu par une entité adjudicatrice, les dispositions applicables au pouvoir adjudicateur s'appliquent à l'entité adjudicatrice.</p> <p>Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le <del>pouvoir adjudicateur</del>. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.</p> <p>La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de la notification.</p> <p>Les « prestations » désignent, selon l'objet du marché, des fournitures courantes ou des services.</p> <p>L'« ordre de service » est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.</p> <p>L'« admission » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le <del>pouvoir adjudicateur</del> reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.</p> <p><del>Les « réserves » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.</del></p> <p>L'« ajournement » est la décision prise par le <del>pouvoir adjudicateur</del> qui a émis des</p>	<p>Au sens du présent document :</p> <p>– L' « acheteur » est <b>le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice</b> qui conclut le marché avec le titulaire.</p> <p>– Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec <b>l'acheteur</b>. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.</p> <p>– La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, <b>par le biais d'un profit d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique</b> permettant de déterminer de façon certaine la date <b>et l'heure</b> de sa réception.</p> <p>– Les « prestations » désignent, <del>selon l'objet du marché, des</del> <b>les</b> fournitures courantes ou <del>des</del> <b>les</b> services <b>objet du marché</b>.</p> <p>– L'« ordre de service » est la décision <b>de l'acheteur</b> qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.</p> <p>– L'« admission » est la décision, prise après vérifications, par laquelle <b>l'acheteur</b> reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.</p> <p>– L'« ajournement » est la décision prise par <b>l'acheteur</b> qui a émis des réserves, mais qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire.</p> <p>– La « réfaction » est la décision prise par <b>l'acheteur</b> de réduire le montant des</p>

<p>réserves, mais qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire.</p> <p>La « réfaction » est la décision prise par le <del>pouvoir adjudicateur</del> de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.</p> <p>Le « rejet » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction</p>	<p>prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.</p> <p>– Le « rejet » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction ;</p> <p>– Le « cahier des clauses administratives particulières » (« CCAP ») est un document contractuel qui fixe les clauses administratives propres au marché. Ces clauses peuvent également être fixées dans tout autre document particulier du marché ayant le même objet.</p> <p>– Le « cahier des clauses techniques particulières » (« CCTP ») est un document contractuel qui fixe les clauses techniques nécessaires à l'exécution des prestations du marché. Ces clauses peuvent également être fixées dans tout autre document particulier du marché ayant le même objet.</p>
<p><b>Article 3 : Obligations générales des parties</b></p>	
<p><b>3.1. Forme des notifications et informations</b></p>	
<p>La notification au titulaire des décisions ou informations du <del>pouvoir adjudicateur</del> qui font courir un délai, est faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;</li> <li>– soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les documents particuliers du marché ;</li> <li>– soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.</li> </ul> <p>Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.</p> <p>En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.</p> <p><b>Commentaires :</b>  <del>Les documents dématérialisés échangés n'ont pas à être signés, à l'exception des</del></p>	<p>La notification au titulaire des décisions ou informations de <b>l'acheteur</b> qui font courir un délai, est <b>faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.</b> <del>— soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;</del></p> <p><del>— soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les documents particuliers du marché ;</del></p> <p><del>— soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.</del></p> <p>Cette notification peut être faite <b>par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique</b> du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.</p> <p>En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.</p> <p><b>La date et l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées</b></p>

<p>factures.</p>	<p>comme celles de la notification.</p> <p>Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, à défaut de consultation dans les quinze jours, les documents sont réputés avoir été notifiés à la date de mise à disposition sur le profil acheteur.</p> <p>Commentaire supprimé</p>
<p>3. 2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :</p>	
<p>3. 2. 1. Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.</p>	<p>Article repris</p>
<p>3. 2. 2. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.</p> <p>Commentaires : Le fuseau horaire utilisé est celui de la livraison ou de l'exécution du service. Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.</p>	<p>Article et commentaire repris</p>
<p>3. 2. 3. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.</p>	<p>Article repris</p>
<p>3. 2. 4. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.</p>	<p>Article repris</p>

3. 2. 5. Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.	Article repris
3. 2. 6. Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire <del>au pouvoir adjudicateur</del> pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision conformément au chapitre 5.	3. 2. 6. Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire <b>à l'acheteur</b> pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision conformément au chapitre 5.
<b>3. 3. Représentation <del>du pouvoir adjudicateur</del> de l'acheteur :</b>	
<p>Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par <del>le pouvoir adjudicateur</del> en cours d'exécution du marché.</p> <p>Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant <del>le pouvoir adjudicateur</del>.</p>	<p>Dès la notification du marché, <b>l'acheteur</b> désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par <b>l'acheteur</b> en cours d'exécution du marché.</p> <p>Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant <b>l'acheteur</b>.</p>
<b>3. 4. Représentation du titulaire :</b>	
3. 4. 1. Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès <del>du pouvoir adjudicateur</del> , pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.	3. 4. 1. Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de <b>l'acheteur</b> , pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

<p>Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom <del>au pouvoir adjudicateur</del> dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.</p>	<p>Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom <b>à l'acheteur</b> dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.</p>
<p>3. 4. 2. Le titulaire est tenu de notifier sans délai <del>au pouvoir adjudicateur</del> les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;</li> <li>— à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;</li> <li>— à sa raison sociale ou à sa dénomination ;</li> <li>— à son adresse ou à son siège social ;</li> <li>— aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;</li> </ul> <p>et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.</p> <p>Commentaires :</p> <p>Des rubriques sur la répartition du capital, sur les personnes ou groupes qui contrôlent l'entreprise, sur les groupements dont elle fait partie peuvent être prévues par le CCAP, notamment pour certains marchés de défense concernés par des dispositions restrictives en matière d'intervention d'entreprises étrangères ou détenues par des groupes étrangers.</p>	<p>3. 4. 2. Le titulaire est tenu de notifier sans délai <b>à l'acheteur</b> les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;</li> <li>— à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;</li> <li>— à sa raison sociale ou à sa dénomination ;</li> <li>— à son adresse ou à son siège social ;</li> <li>— aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;</li> </ul> <p>et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.</p> <p>Commentaires :</p> <p>Des rubriques sur la répartition du capital, sur les personnes ou groupes qui contrôlent l'entreprise, sur les groupements dont elle fait partie peuvent être prévues par le CCAP <b>ou tout autre document qui en tient lieu</b>, notamment pour certains marchés de défense ou <b>de sécurité</b> concernés par des dispositions restrictives en matière d'intervention d'entreprises étrangères ou détenues par des groupes étrangers.</p>
	<p><b>3. 4. 3. Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>— en informer, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;</b></li> <li><b>— proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.</b></li> </ul> <p><b>Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 30 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 30 jours pour proposer un autre remplaçant.</b></p> <p><b>La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.</b></p> <p><b>Les avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités</b></p>

	<p>fixées à l'article 3. 1. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 40.</p>
<p><b>3. 5. Cotraitance – Groupement d'opérateurs économiques :</b></p>	
<p>Commentaires : Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles 51, 102 et 106 du code des marchés publics.</p> <p>En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.</p>	<p>En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.</p>
<p><b>3. 6. Sous-traitance des marchés de services :</b></p>	
<p>Commentaires : Les règles relatives à la sous-traitance sont mentionnées aux articles 51, 87, 98, 107 et 112 à 117 du code des marchés publics, pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.</p>	<p>Commentaire supprimé</p>
<p>3. 6. 1. Le titulaire du marché de services, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agrée ses conditions de paiement.</p>	<p>3. 6. 1. Le titulaire du marché de services, qui veut envisage d'en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agrée ses conditions de paiement.</p>
<p>3. 6. 2. Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.</p>	<p>3. 6. 2. Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.</p>
<p>3. 6. 3. Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours</p>	<p>3. 6. 3. Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours</p>

<p>courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 3 000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.</p>	<p>courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur <del>le pouvoir adjudicateur</del> <b>l'acheteur</b>, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 3 000 du montant <b>hors TVA</b> du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés <del>par avenant</del>, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.</p>
<p>3. 7. Bons de commande :</p>	
<p>3. 7. 1. Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.</p>	<p>3. 7. 1. Les bons de commande sont notifiés par <del>le pouvoir adjudicateur</del> <b>l'acheteur</b> au titulaire.</p>
<p>3. 7. 2. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.</p>	<p>Article repris</p>
<p>3. 7. 3. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.</p>	<p>3. 7. 3. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.</p>
<p>3. 7. 4. En cas de <del>co-traitance</del>, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations <del>au pouvoir adjudicateur</del>.</p>	<p>3. 7. 4. En cas de <b>groupement d'opérateurs économiques</b>, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations <b>à l'acheteur</b>.</p>
	<p><b>3.7.5. Lorsqu'au terme de l'exécution d'un accord-cadre à bons de commande, attribué à un seul titulaire, le total des commandes de l'acheteur n'a pas atteint le minimum fixé par le marché, en valeur ou en quantités, le titulaire a droit à une indemnité, égale à la marge bénéficiaire qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum.</b></p> <p><b>Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter à l'acheteur toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.</b></p>
<p>3. 8. Ordres de service :</p>	
<p>3. 8. 1. Les ordres de service sont notifiés par <del>le pouvoir adjudicateur</del> au titulaire.</p>	<p>3. 8. 1. Les ordres de service sont notifiés par <b>l'acheteur</b> au titulaire.</p>



<p>3. 8. 2. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion</p>	<p>3. 8. 2. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.</p>
<p>3. 8. 3. Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part. Toutefois, sauf si le marché prévoit que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six mois à compter de la notification du marché, le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre, s'il lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus <del>au pouvoir adjudicateur</del>, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus <del>du pouvoir adjudicateur</del> de la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 31. 2. Cette résiliation ne peut lui être refusée.</p>	<p>3. 8. 3. Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part. Toutefois, sauf si le marché prévoit que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six mois à compter de la notification du marché, le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre, s'il lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus <b>à l'acheteur</b>, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus <b>de l'acheteur</b> de la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 40.2. Cette résiliation ne peut lui être refusée.</p>
<p>3. 8. 4. En cas de <del>contratance</del>, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations <del>au pouvoir adjudicateur</del>.</p>	<p>3. 8. 4. En cas de <b>groupement d'opérateurs économiques</b>, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations <b>à l'acheteur</b>.</p>
<p><b>3.9. Devoir de conseil</b></p>	
	<p><b>Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.</b></p>

<b>Article 4 : Pièces contractuelles</b>	
<b>4. 1. Ordre de priorité :</b>	
<p>En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;</li> <li>— le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;</li> <li>— le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;</li> <li>— le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;</li> <li>— le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;</li> <li>— les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;</li> <li>— l'offre technique et financière du titulaire.</li> </ul>	<p>En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, <del>dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;</del></li> <li>— le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) <b>ou tout autre document qui en tient lieu</b> et ses éventuelles annexes ;</li> <li>— le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) <b>ou tout autre document qui en tient lieu</b> et ses éventuelles annexes ;</li> <li>— le <b>présent</b> cahier des clauses administratives générales (CCAG) <del>applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci vise ce cahier</del> <b>si le marché s'y réfère</b> ;</li> <li>— le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci vise <del>ce cahier</del> <b>s'y réfère</b> ;</li> <li>— les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;</li> <li>— l'offre technique et financière du titulaire.</li> </ul>
<b>4. 2. Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances :</b>	
<p>4. 2. 1. La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le <del>pouvoir adjudicateur</del> au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.</p>	<p>4. 2. 1. La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par <b>l'acheteur</b> au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.</p>
<p>4. 2. 2. Le <del>pouvoir adjudicateur</del> remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.</p>	<p>4. 2. 2. <b>L'acheteur</b> remet également au titulaire, <b>à sa demande et</b> sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.</p>
<p>Commentaires :</p> <p>Les règles relatives à la cession ou au nantissement sont fixées par les articles 106 et suivants du code des marchés publics.</p> <p>Les règles relatives à la retenue de garantie, à la garantie à première demande et à la caution personnelle et solidaire sont notamment fixées par les articles 101 à 103 du code des marchés publics.</p>	<p>Commentaire <b>supprimé</b></p>

**Article 5 : Confidentialité. — Protection des données personnelles – Mesures de sécurité**

**5. 1. Obligation de confidentialité :**

<p>5. 1. 1. Le titulaire et le <del>pouvoir adjudicateur</del> qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du <del>pouvoir adjudicateur</del>, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.</p>	<p>5. 1. 1. Le titulaire et l'<b>acheteur</b> qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou <b>de l'acheteur</b>, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.</p>
<p>5. 1. 2. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.</p>	<p>Article repris</p>
<p>5. 1. 3. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.</p>	<p>Article repris</p>
<p align="center"><b>5. 2. Protection des données à caractère personnel :</b></p>	
<p>5. 2. 1. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.</p>	<p>5.2.1 Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, <b>européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.</b></p>
<p>5. 2. 2. En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.</p>	<p>5.2.2. En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'<b>acheteur</b>, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature <del>par les parties au marché</del>, d'un avenant <b>par les parties au marché.</b></p>
<p>5. 2. 3. Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à</p>	<p><b>5.2.3. Pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes</b></p>

<p>l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.</p>	<p>physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la finalité, la description et la durée du traitement dont la réalisation est confiée au titulaire dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;</li> <li>- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;</li> <li>- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être facilité ;</li> <li>- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations ;</li> <li>- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.</li> </ul> <p>Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.</p> <p>En application de l'article 40 du CCAG, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement, par ce dernier ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles.</p> <p><u>Commentaire :</u> Pour l'application du RGPD, l'acheteur est le « responsable du traitement » et le titulaire du marché est le « sous-traitant ». Les acheteurs sont invités, pour rédiger les documents particuliers du marché, à consulter le Guide du sous-traitant élaboré par la CNIL et disponible sur son site Internet : <a href="https://www.cnil.fr/">https://www.cnil.fr/</a></p>
<p>5. 3. Mesures de sécurité :</p>	
<p>Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense</p>	<p>Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense</p>

<p>nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par le <del>pouvoir adjudicateur</del> dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.</p>	<p>nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par l'<b>acheteur</b> dans les documents <del>de la consultation</del> <b>particuliers du marché</b>. Le titulaire est tenu de les respecter. Le titulaire ne peut prétendre, de ce <b>fait</b>, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que <b>les deux conditions suivantes soient remplies</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;</li> <li>- Il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.</li> </ul>
<p>Commentaires : Une zone protégée est une zone créée par arrêté des ministres compétents et faisant l'objet d'une interdiction de pénétration sans autorisation, sanctionnée pénalement en cas d'infraction (articles 413-7 et R. 413-1 à R. 413-5 du code pénal).</p>	<p>Commentaire repris</p>
<p>5. 4. Informations des sous-traitants</p>	
<p>Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.</p>	<p>Le titulaire <b>informe</b> ses sous-traitants de <b>leur soumission aux</b> obligations énoncées au présent article leur sont applicables. <b>Il</b> reste responsable du respect de celles-ci.</p>
<p><b>Article 6 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail</b></p>	
<p>6. 1. Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande <del>du pouvoir adjudicateur</del>. Les modalités d'application de ces textes</p>	<p>6. 1. Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure <del>d'en</del> <b>de justifier du respect de ces obligations</b>, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande <b>de l'acheteur</b>. Les modalités d'application de</p>

sont prévues par le CCAP.	ces textes sont prévues par le CCAP <b>ou tout autre document qui en tient lieu.</b>
<p>Commentaires :</p> <p>Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;</li> <li>— la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;</li> <li><del>— la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;</del></li> <li>— la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;</li> <li>— la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;</li> <li>— la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;</li> <li>— la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;</li> <li>— la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).</li> </ul>	<p>Commentaires :</p> <p><b>Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité professionnelle temporaire en France sont soumis aux dispositions de l'article L. 1262-4 du code du travail ainsi qu'à celles du second alinéa de l'article L.512-1 du code de la sécurité sociale.</b></p> <p>Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>— la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;</b></li> <li>— la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;</li> <li>— la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;</li> <li>— la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;</li> <li>— la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;</li> <li>— la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;</li> <li>— la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;</li> <li>— la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).</li> </ul>
6. 2. En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par <del>le pouvoir adjudicateur</del> , afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.	6. 2. En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par <b>l'acheteur</b> , afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.
6. 3. Le titulaire peut demander <del>au pouvoir adjudicateur</del> , du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.	6. 3. Le titulaire peut demander <b>à l'acheteur</b> , du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.
6. 4. Le titulaire <del>avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste</del> responsable du respect de celles-ci.	6. 4. Le titulaire <b>informe</b> ses sous-traitants <b>de leur soumission aux</b> obligations énoncées au présent article. <b>Il reste responsable du respect de ces obligations.</b>
<b>Article 7 : Protection de l'environnement, sécurité et santé</b>	
7. 1. Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du	7. 1. Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être

voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du <del>pouvoir adjudicateur</del> .	en mesure d'en justifier <b>le respect</b> , en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de <b>l'acheteur</b> .
7. 2. En cas d'évolution de la législation <del>sur la protection de l'environnement</del> en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le <del>pouvoir adjudicateur</del> afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.	7. 2. En cas d'évolution de la législation <b>dans ces domaines</b> en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par <b>l'acheteur</b> afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.
<b>Article 8 : Réparation des dommages</b>	
8. 1. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du <del>pouvoir adjudicateur</del> par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le <del>pouvoir adjudicateur</del> , du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du <del>pouvoir adjudicateur</del> .	8. 1. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de <b>l'acheteur</b> par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par <b>l'acheteur</b> , du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de <b>l'acheteur</b> .
8. 2. Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du <del>pouvoir adjudicateur</del> , seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le <del>pouvoir adjudicateur</del> au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.	8. 2. Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de <b>l'acheteur</b> , seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par <b>l'acheteur</b> au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.
8. 3. Le titulaire garantit le <del>pouvoir adjudicateur</del> contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.	8. 3. Le titulaire garantit <b>l'acheteur</b> contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.
	<b>Commentaires :</b> En cas de risque hors de proportion avec le montant du marché, il convient de prévoir dans les documents particuliers des marchés des dispositions particulières pour un plafonnement éventuel des garanties en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.
<b>Article 9 : Assurance</b>	
9. 1. Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa	9. 1. Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa

responsabilité à l'égard du <del>pouvoir adjudicateur</del> et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.	responsabilité à l'égard de <b>l'acheteur</b> et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations
9. 2. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du <del>pouvoir adjudicateur</del> et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.	9. 2. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de <b>l'acheteur</b> et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.
<b>CHAPITRE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT</b>	
<b>Article 10 : Prix</b>	
<b>10. 1. Règles générales :</b>	
10. 1. 1. Les prix sont réputés fermes.	Article repris
10. 1. 2. Lorsque les prix fermes sont actualisables, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.	<b>10. 1. 2. Le cas échéant, les prix fermes sont actualisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation implique la remise de plusieurs offres successives, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.</b>  <b>Les prix de chaque tranche optionnelle sont actualisés dans les mêmes conditions.</b>  <b>Le coefficient d'actualisation est arrondi au centième supérieur.</b>
Commentaires : Certains marchés doivent prévoir une formule d'actualisation. Ils sont précisés à <del>l'article 18 du code des marchés publics.</del>	Commentaire supprimé
10. 1. 3. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.	10. 1. 3. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, <b>les frais afférents à l'application de l'article 18.2</b> , ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges



<p>Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.</p> <p>Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.</p>	<p>bénéficiaires.</p> <p>Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.</p> <p>Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.</p>
<p>10. 1. 4. Marchés comportant des prestations de maintenance :</p> <p>La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 27. 1.</p> <p>La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge du <del>pouvoir adjudicateur</del> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;</li> <li>— les modifications demandées par le <del>pouvoir adjudicateur</del> aux spécifications du matériel prévues par le marché ;</li> <li>— la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute du <del>pouvoir adjudicateur</del> ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;</li> <li>— la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant au <del>pouvoir adjudicateur</del> ;</li> <li>— la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.</li> </ul>	<p>10. 1. 4. Marchés comportant des prestations de maintenance :</p> <p>La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 31. 1.</p> <p>La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de <b>l'acheteur</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;</li> <li>— les modifications demandées par <b>l'acheteur</b> aux spécifications du matériel prévues par le marché ;</li> <li>— la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de <b>l'acheteur</b> ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;</li> <li>— la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à <b>l'acheteur</b> ;</li> <li>— la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.</li> </ul>
<p>10. 2. Détermination des prix de règlement :</p>	
<p>10. 2. 1. Lorsque le marché prévoit que le prix à payer résulte de l'application d'une disposition réglementaire, d'un barème, d'un tarif, d'un cours, d'une mercuriale, d'un indice, d'un index ou de tout autre élément établi en dehors du contrat, sans précision de date, l'élément à prendre en considération est celui qui est en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le jour de la livraison ou de la fin d'exécution du service, si ceux-ci sont effectués dans le délai prévu par le <del>pouvoir adjudicateur</del> ou si le <del>pouvoir adjudicateur</del> n'a pas fixé de délai ;</li> </ul>	<p>10. 2. 1. Lorsque le marché prévoit que le prix à payer résulte de l'application d'une disposition réglementaire, d'un barème, d'un tarif, d'un cours, d'une mercuriale, d'un indice, d'un index ou de tout autre élément établi en dehors du marché, sans précision de date, l'élément à prendre en considération est celui qui est en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le jour de la livraison ou de la fin d'exécution du service, si ceux-ci sont effectués dans le délai prévu par <b>l'acheteur</b> ou si <b>l'acheteur</b> n'a pas fixé de délai ;</li> <li>— à la date limite prévue par <b>l'acheteur</b> pour la livraison ou la fin d'exécution du</li> </ul>

— à la date limite prévue par le <del>pouvoir adjudicateur</del> pour la livraison ou la fin d'exécution du service, lorsque le délai prévu est dépassé.	service, lorsque le délai prévu est dépassé.
10. 2. 2. Lorsque le marché prévoit une révision des prix, ceux-ci sont révisés à la date ou selon la périodicité prévue par les documents particuliers du marché. Toutefois, lorsque le prix <del>des fournitures courantes ou des services</del> comporte une part importante de matières premières ou de produits, directement affectés par la fluctuation de cours mondiaux, il est procédé à une révision des prix au minimum tous les trois mois à compter de la date de notification du marché. Les conditions de révision des prix sont fixées par les documents particuliers du marché. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la livraison.	10. 2. 2. Lorsque le marché prévoit une révision des prix, ceux-ci sont révisés à la date ou selon la périodicité prévue par les documents particuliers du marché. Toutefois, <b>lorsque le marché a pour objet l'achat de matières premières agricoles et alimentaires</b> ou lorsque le prix comporte une part importante de matières premières ou de produits, directement affectés par la fluctuation de cours mondiaux, il est procédé à une révision des prix au minimum tous les trois mois à compter de la date de notification du marché. Les conditions de révision des prix sont fixées par les documents particuliers du marché. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la livraison.
10. 2. 3. Lorsque les prix sont révisables, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.	Article repris
Commentaires : Certains marchés doivent prévoir une formule de révision. Ils sont mentionnés à <del>l'article 18 du code des marchés publics.</del>	Commentaires : Le Code de la commande publique impose que certains marchés fixent une formule de révision.
Nouveau	<b>10.2.4. La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation implique la remise de plusieurs offres successives, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.</b>
<b>Article 11 : Précisions sur les modalités de règlement</b>	
<del>Commentaires : Les règles relatives au règlement au moyen d'une lettre de change relevé ont été abrogées.</del>	Commentaire supprimé
<b>11. 1. Avances :</b>	
Commentaires : Les règles relatives aux avances sont fixées par les articles 87 à 90, et 112 à 117 du code des marchés publics.	<del>Commentaires : Le code de la commande publique définit les règles relatives aux avances.</del>
La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci <del>au pouvoir adjudicateur</del> . Le sous-traitant joint à cette demande une	<del>La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur.</del> Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire

attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

~~indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.~~

Le présent article comprend deux options alternatives, A et B.

Les documents particuliers du marché précisent l'option retenue ; à défaut l'option A s'applique.

#### Option A

A.11.1. Le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

Sauf stipulations contraires dans les documents particuliers du marché, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

#### Option B

B.11.1. Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance, calculé en application de ce code, est fixé par les documents particuliers du marché.

Dans le silence des documents particuliers du marché, ce taux correspond aux taux minimums prévus par l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les

	<p>marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.</p> <p>Sauf stipulations contraires dans les documents particuliers du marché, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.</p>
<b>11. 2. Acomptes :</b>	
<p>Commentaires :</p> <p>Les règles relatives aux acomptes sont fixées par l'article 91 du code des marchés publics.</p>	<p>Commentaire supprimé</p>
<p>Lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par le pouvoir adjudicateur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.</p>	<p>Lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.</p>
<b>11. 3. Demande de paiement</b>	
<p>Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.</p>	<p>11. 3. Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.</p>
<b>11. 4. Contenu de la demande de paiement :</b>	
<p>11. 4. 1. La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25. 3 ;</li> <li>— la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;</li> <li>— lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;</li> <li>— en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;</li> <li>— en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-</li> </ul>	<p>11. 4. 1. La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 29. 3 ;</li> <li>— la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;</li> <li>— lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;</li> <li>— le détail des calculs de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;</li> <li>— en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant</li> </ul>

<p>traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;</p> <p>— le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.</p>	<p>des prestations effectuées par l'opérateur économique ;</p> <p>— en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises;</p> <p>— le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.</p>
<p>11. 4. 2. En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.</p>	<p>11. 4. 2. En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.</p>
<p>11. 4. 3. La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.</p>	<p>Article repris</p>
<p>11. 4. 4. Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.</p>	<p>Article repris</p>

<p>11. 4. 5. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait application, si le pouvoir adjudicateur le demande, de la décomposition des prix mentionnée à l'article 11. 4. 1.</p>	<p>Article repris</p>
<p>11. 4. 6. Le titulaire établit sa demande de paiement suivant le modèle ou selon les modalités fixés par les documents particuliers du marché.</p>	<p>Article repris</p>
<p>11. 5. Calcul du montant dû par le pouvoir adjudicateur à l'acheteur au titre des prestations fournies :</p>	
<p>11. 5. 1. Le montant des sommes dues peut être établi sur la base de constats contradictoires, lorsque le CCAP le prévoit.</p>	<p>11. 5. 1. Le montant des sommes dues peut être établi sur la base de constats contradictoires, lorsque le CCAP <b>ou tout autre document qui en tient lieu</b> le prévoit.</p>
<p>11. 5. 2. Lorsque le marché prévoit le versement d'acomptes, à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et qu'il indique la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante ;</li> <li>— pour chaque partie du marché entreprise, après accord <del>du pouvoir adjudicateur</del>, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.</li> </ul>	<p>11. 5. 2. Lorsque le marché prévoit le versement d'acomptes, à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et qu'il indique la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante ;</li> <li>— pour chaque partie du marché entreprise, après accord <b>de l'acheteur</b>, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.</li> </ul>
<p>11. 6. Remise de la demande de paiement :</p>	
<p>11. 6. 1. La remise d'une demande de paiement intervient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— soit aux dates prévues par le marché ;</li> <li>— soit après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché ;</li> <li>— soit au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors <del>au pouvoir adjudicateur</del> une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut</li> </ul>	<p>11. 6. 1. La remise d'une demande de paiement intervient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— soit aux dates prévues par le marché ;</li> <li>— soit après <b>l'admission</b> des prestations, conformément aux stipulations du marché ;</li> <li>— soit au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors <b>à l'acheteur</b> une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci ;</li> </ul>

<p>prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci ; — soit aux dates prévues pour le versement d'acomptes.</p>	<p>— soit aux dates prévues pour le versement d'acomptes.</p>
<p>11. 6. 2. La demande de paiement peut indiquer les fournitures qui, en application des stipulations du marché ou d'un commun accord entre les parties, sont payées, alors même qu'elles restent en stockage chez le titulaire.</p> <p>Commentaires : Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur, applicable au pouvoir adjudicateur contractant.</p>	<p>11. 6. 2. La demande de paiement peut indiquer les fournitures qui, en application des stipulations du marché ou d'un commun accord entre les parties, sont payées, alors même qu'elles restent en stockage chez le titulaire.</p> <p>Commentaires : Le code de la commande publique définit les règles relatives aux délais de paiement.</p>
<p>11. 7. Acceptation de la demande de paiement par <del>le pouvoir adjudicateur</del> l'acheteur :</p>	
<p><del>Le pouvoir adjudicateur</del> accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.</p>	<p>L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.</p>
<p>11. 8. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs :</p>	
<p>Commentaires : <del>Les règles relatives aux règlements partiels définitifs sont fixées à l'article 92 du code des marchés publics.</del></p>	
<p>11. 8. 1. La demande de paiement est adressée <del>au pouvoir adjudicateur</del> après la décision d'admission. La demande de paiement peut, également, donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies, dans le cas où les documents particuliers du marché ont prévu des paiements à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations prévues par le marché.</p>	<p>11. 8. 1. La demande de paiement est adressée à l'acheteur après la décision d'admission. La demande de paiement peut également donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies, dans le cas où les documents particuliers du marché ont prévu des paiements à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations prévues par le marché.</p>
<p>11. 8. 2. Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, <del>le pouvoir adjudicateur</del> peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.</p>	<p>11. 8. 2. Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, l'acheteur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.</p>

<p>11. 8. 3. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, <del>le pouvoir adjudicateur</del> règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.</p>	<p>11. 8. 3. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, <b>l'acheteur</b> règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.</p>
<p>Commentaires :  <del>Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les articles 98, 99 et 103 du code des marchés publics et les dispositions du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié, relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.</del>  <del>La liquidation des comptes en cas de résiliation est prévue au chapitre 6 (Résiliation), article 34.</del></p>	<p>Commentaire supprimé</p>
<p><b>Article 11.9 : Facturation électronique</b></p>	
	<p>11.9.1. Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du code de la commande publique, de transmettre les factures sous forme électronique, il les transmet selon les modalités prévues par ce même code. Les modalités pratiques d'exécution sont prévues dans les documents particuliers du marché.</p>
	<p>12.9.2. Lorsqu'un tiers au titulaire du marché est habilité à recevoir des demandes de paiement il est tenu, pour l'exercice de ces missions, de s'intégrer et de se conformer au portail de facturation utilisé par l'acheteur lorsque ce portail le permet. Les modalités pratiques d'habilitation des tiers pour accéder aux outils ministériels sécurisés sont prévues dans les documents particuliers du marché.</p>
<p><b>Article 12 : Règlement en cas de <del>cotraitance</del> <b>groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance</b></b></p>	
<p><b>12. 1. Dispositions relatives à <del>la cotraitance</del> au groupement d'opérateurs économiques:</b></p>	
<p>12. 1. 1. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.</p>	<p>Article repris</p>
<p>12. 1. 2. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, <del>géré par le mandataire du groupement.</del></p>	<p>12. 1. 2. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, <b>ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.</b></p>



12. 1. 3. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter <del>au pouvoir adjudicateur</del> la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.	12. 1. 3. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à <b>l'acheteur</b> la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.
12. 1. 4. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.	Article repris
<b>12. 2. Dispositions relatives aux sous-traitants :</b>	
Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par <del>le pouvoir adjudicateur</del> , sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.	Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par <b>l'acheteur</b> , sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.
<b>CHAPITRE 3 : DÉLAIS</b>	
<b>Article 13 : Délai d'exécution</b>	
Commentaires : Tous les délais inscrits au marché <del>pour des sous-parties identifiées de celui-ci</del> <del>bénéficient des règles ci-dessous.</del>	Commentaires : Tous les délais inscrits au marché <b>pour un lot, une tranche, un bon de commande ou un ordre de service identifiés</b> <b>bénéficient des règles énoncées ci-dessous.</b>
<b>13. 1. Début du délai d'exécution :</b>	
13. 1. 1. Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.	Article repris
13. 1. 2. Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification.	Article repris
13. 1. 3. Le délai d'exécution d'une tranche conditionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement.	13. 1. 3. Le délai d'exécution d'une tranche <b>optionnelle</b> part de la date de notification de la décision de son affermissement.
<b>13. 2. Expiration du délai d'exécution</b>	
13. 2. 1. En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux du <del>pouvoir adjudicateur</del> , la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.	13. 2. 1. En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de <b>l'acheteur</b> , la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations
13. 2. 2. Lorsque le marché a prévu que l'admission se fera dans les locaux du	Article repris

prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est celle prévue pour l'admission.	
13. 2. 3. En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études <del>au pouvoir adjudicateur</del> , en vue de l'engagement des opérations de vérification.	13. 2. 3. En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études <b>à l'acheteur</b> , en vue de l'engagement des opérations de vérification.
13. 2. 4. En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité <del>du marché</del> .	Article repris
<b>13. 3. Prolongation du délai d'exécution :</b>	
13. 3. 1. Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait <del>du pouvoir adjudicateur</del> ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, <del>le pouvoir adjudicateur</del> prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.	13. 3. 1. Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait <b>de l'acheteur</b> ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, <b>l'acheteur</b> prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.
13. 3. 2. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale <del>au pouvoir adjudicateur</del> les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, <del>au pouvoir adjudicateur</del> la durée de la prolongation demandée.	13. 3. 2. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale <b>à l'acheteur</b> les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, <b>à l'acheteur</b> la durée de la prolongation demandée.
13. 3. 3. <del>Le pouvoir adjudicateur</del> dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles. La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché	13. 3. 3. <b>L'acheteur</b> dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de <b>circonstances</b> imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles. La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en

passé en urgence impérieuse.	urgence impérieuse.
13. 3. 4. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.	Article repris
<b>Article 14 : Pénalités</b>	
<b>14. 1. Pénalités pour retard Dispositions générales</b>	
<p><del>14. 1. 1. Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13. 3 et 20. 4.</del></p> <p>Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :  <math>P = V * R / 1000</math> ;  dans laquelle :  P = le montant de la pénalité ;  V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;  R = le nombre de jours de retard.</p>	<p><b>14.1.1 Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.</b></p>

14. 1. 2. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé <del>TTC</del> .	14.1.2 Le montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché ne peut excéder 10% du montant total du marché HT.
14. 1. 3. Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas <del>300 euros HT</del> pour l'ensemble du marché.	<p>14.1.3. Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.4, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.</p> <p>Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. L'acheteur précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations</p> <p>A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré</p> <p>Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :</p> $P = V * R / 3\,000$ <p>dans laquelle :</p> <p>P = le montant de la pénalité ;</p> <p>V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;</p> <p>R = le nombre de jours de retard.</p>
	14.1.4. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé toutes taxes comprises.
<b>14. 2. Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance :</b>	
14. 2. 1. Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment <del>du pouvoir</del>	14. 2. 1. Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment <b>de l'acheteur</b> et en

<p>adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.</p>	<p>dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.</p>
<p>14. 2. 2. L'indisponibilité débute :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;</li> <li>— dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.</li> </ul>	<p>14. 2. 2. L'indisponibilité débute :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l'acheteur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;</li> <li>— dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.</li> </ul>
<p>14. 2. 3. L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.</p>	<p>14. 2. 3. L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'acheteur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.</p>
<p>14. 2. 4. Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés au 14. 2. 5.</p>	<p>14. 2. 4. Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés à l'article 14. 2. 5.</p>
<p>14. 2. 5. Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités. Ces seuils sont fixés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;</li> <li>— quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.</li> </ul> <p>La pénalité est calculée par application de la formule suivante :</p> $P = (V * R) / 30 ;$ <p>P = le montant de la pénalité ; V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ; R = le nombre de jours de retard.</p>	<p>Article repris</p>
<p><b>Article 15 : Primes pour réalisation anticipée des prestations</b></p>	

<p>Le marché peut prévoir des primes pour réalisation anticipée, soit de l'ensemble des prestations, soit de certaines parties des prestations faisant l'objet de délais particuliers ou de dates limites fixés dans le marché.</p> <p>La prime est versée TTC, sans que le titulaire soit tenu de la demander, avec le solde de la prestation correspondante. Elle est soumise aux mêmes règles de paiement que celles relatives à ce solde.</p>	<p><del>Le marché peut prévoir des primes pour réalisation anticipée, soit de l'ensemble des prestations, soit de certaines parties des prestations faisant l'objet de délais particuliers ou de dates limites fixés par les documents particuliers du marché.</del></p> <p><del>La prime est versée <b>toutes taxes comprises</b>, sans que le titulaire soit tenu de la demander, avec le solde de la prestation correspondante. Elle est soumise aux mêmes règles de paiement que celles relatives à ce solde.</del></p>
	<p>15.1. Si les documents particuliers du marché prévoient le versement de primes, ils en précisent les conditions d'attribution ainsi que les modalités de calcul et de versement.</p>
	<p>15.2. Le marché peut prévoir des primes pour réalisation anticipée, soit de l'ensemble des prestations, soit de certaines parties des prestations ou d'ouvrages faisant l'objet de délais particuliers ou de dates limites fixés dans le marché calculés conformément à l'article 3.2. Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des primes.</p>
	<p>15.3. Une fois le montant des primes déterminé, elles sont versées TTC sans que le titulaire soit tenu de les demander. Elles sont prises en compte et révisées dans les conditions prévues par les règles de paiement et de révision applicables au règlement de la prestation correspondante. Le montant des primes n'est pas plafonné.</p>
	<p>Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.</p>
<p><b>CHAPITRE 4 : EXÉCUTION</b></p>	
<p><b>16. Développement durable</b></p>	
<p><b>16.1. Clause d'insertion sociale</b></p>	
	<p>Lorsque les documents particuliers du marchés prévoient que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles, leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions prévues au présent article, ils précisent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le périmètre de l'action à réaliser ;</li> <li>- les coordonnées du facilitateur le cas échéant ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les profils de publics éligibles à la clause d’insertion ;</li> <li>- le volume horaire d’insertion à la charge du titulaire.</li> </ul> <p>L’action d’insertion définie dans les documents particuliers du marché est mise en œuvre dans les conditions prévues par le présent article.</p>
	<p>16.1.1. Publics éligibles</p> <p>Les personnes visées par l’action d’insertion professionnelle relèvent notamment de l’une des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demandeurs d’emploi de longue durée (plus de 12 mois d’inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;</li> <li>- Bénéficiaires du RSA en recherche d’emploi ;</li> <li>- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l’article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d’emploi fixant la liste des bénéficiaires de l’obligation d’emploi ;</li> <li>- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;</li> <li>- Bénéficiaires de l’allocation spécifique de solidarité (ASS), de l’allocation adulte handicapé (AAH), de l’allocation d’insertion (AI), de l’allocation veuvage, ou de l’allocation d’invalidité ;</li> <li>- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d’emploi : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;</li> <li>- diplômés, justifiant d’une période d’inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l’enseignement supérieur</li> </ul> </li> <li>- Demandeurs d’emploi seniors (plus de 50 ans) ;</li> <li>- Personnes prises en charge dans les structures d’insertion par l’activité économique (IAE) mentionnée à l’article L. 5132-4 du code du travail, c’est-à-dire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d’insertion (ETTI),</li> <li>- salariées d’une entreprise d’insertion (EI), d’un atelier chantier d’insertion (ACI)</li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;</li> <li>- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;</li> <li>- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;</li> <li>- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;</li> <li>- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;</li> <li>- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;</li> <li>- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;</li> <li>- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).</li> </ul> <p>Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas suivi par l'un des organismes mentionnés ci-dessus, son éligibilité peut être validée par le facilitateur à la demande du donneur d'ordre.</p> <p>L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.</p>
	<p>16.1.2. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire</p> <p>Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans les documents particuliers du marché. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire durant la période d'exécution du marché.</p>



Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Globalisation des heures d'insertion :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Celle-ci doit être définie dans les documents particuliers du marché.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).

Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de 2 4 ans

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un Travailleur Indépendant Handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion. Cette mission peut également être confiée, le cas échéant, à un facilitateur dans les documents particuliers du marché.

	<p>A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.</p>
	<p><b>16.1.3. Intervention d'un facilitateur</b></p> <p>Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier de l'accompagnement d'un facilitateur dont les coordonnées sont précisées dans les documents particuliers du marché.</p> <p><b>16.1.3.1.</b> Dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc....) ;</li> <li>- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;</li> <li>- d'organiser le suivi des publics</li> <li>- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.</li> </ul> <p><b>16.1.3.2.</b> Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le titulaire transmet à l'acheteur, et le cas échéant au facilitateur (dès lors que l'acheteur lui a communiqué les coordonnées du facilitateur), tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion. Ces informations, ainsi que la fréquence de leur transmission, sont précisées dans les documents particuliers du marché, listés.</li> </ul> <p><b>16.1.3.3.</b> A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et, le cas échéant, le facilitateur. Elle est mise en place après notification du marché selon un délai précisé dans les documents particuliers du marché.</p> <p>Durant toute la période d'exécution du marché, l'acheteur peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.</p>

	<p>Commentaire :</p> <p>Les renseignements utiles détaillés dans les documents particuliers du marché par le titulaire sont notamment : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc.</p> <p>16.1.3.4. Le titulaire informe l'acheteur, par courrier recommandé avec accusé de réception, de toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, l'acheteur, et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.</p> <p>En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.</p> <p>En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore, à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DIRECCTE ou au juge.</p> <p>16.1.3.5. Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis à l'acheteur ;</li> <li>- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis à l'acheteur.</li> </ul> <p>Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.</p>
	<p>16.1.4. Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale</p> <p>Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché après mise en demeure restée infructueuse. Lorsque le titulaire a informé l'acheteur de difficultés dans la mise en œuvre de la clause en application du présent article la pénalité ne s'applique pas à la part des</p>

	<p>heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.</p> <p>En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion le titulaire se voit appliquer, après avoir été mis en demeure de justifier son absence, une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.</p> <p>En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.</p> <p>Commentaire : le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause insertion. S'il peut « partager » une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le sous-traité les dispositions qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.</p>
<p>16.2. Clause environnementale générale</p>	
	<p>16.2.1. Les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché. Ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.</p> <p>Commentaire :</p> <p>Les documents particuliers de la consultation peuvent notamment prendre en compte, sur l'ensemble du cycle de vie des produits, ouvrages ou services acquis, selon la nature de l'achat :</p> <p>La réduction des prélèvements des ressources ;</p>

	<p>La composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;</p> <p>Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;</p> <p>Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;</p> <p>La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;</p> <p>Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;</p> <p>La réduction des impacts sur la biodiversité ;</p> <p>La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.</p> <p>Le titulaire du marché s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.</p>
	<p>16.2.2. En cas de non-respect des obligations prévues au présent article, le titulaire peut se voir appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.</p>
<p><b>Article 17 : Lieux d'exécution</b></p>	
<p>16. 1. Le titulaire doit faire connaître au pouvoir adjudicateur, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. Le pouvoir adjudicateur peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants du pouvoir adjudicateur.</p> <p>Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5. 1.</p>	<p>17. 1. Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. L'acheteur peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants de l'acheteur.</p> <p>Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5. 1.</p>
<p>16. 2. Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché, il encourt les sanctions prévues à l'article 32.</p>	<p>17. 2. Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de l'acheteur en cours d'exécution du marché, il encourt les sanctions prévues à l'article 40.</p>

*Article 18 : Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire*

<p>17. 1. Lorsque les documents particuliers du marché prévoient la remise au titulaire de matériels ou d'objets à réparer, à modifier ou à entretenir ainsi que d'approvisionnements, c'est-à-dire de produits finis ou semi-finis ou de matières premières, les matériels, objets et les approvisionnements non consommés sont restitués au lieu et à la date fixés par les documents particuliers du marché. Un constat contradictoire est établi pour contrôler l'état du matériel, de l'objet ou de l'approvisionnement, au moment de leur mise à disposition du titulaire. Ce constat est signé par les deux parties. Il mentionne la valeur du matériel. La date effective de la mise à disposition est celle du constat contradictoire.</p>	<p>Article repris</p>
<p>17. 2. Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Les documents et la formation éventuellement nécessaires pour l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui est confié au titulaire sont fournis dès leur mise à sa disposition par <del>le pouvoir adjudicateur</del>.</p>	<p>18. 2. Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Les documents et la formation éventuellement nécessaires pour l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui est confié au titulaire sont fournis dès leur mise à sa disposition par <b>l'acheteur</b>.</p>
<p>17. 3. Le titulaire est tenu de faire assurer, à ses frais, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, les matériels, les objets et les approvisionnements qui lui ont été confiés et d'être en mesure, à tout moment de l'exécution du marché, de justifier qu'il s'est acquitté de cette obligation d'assurance.</p>	<p>Article repris</p>
<p>17. 4. Les frais et risques de transport des matériels, objets et approvisionnements qui doivent être restitués <del>au pouvoir adjudicateur</del> sont à la charge du titulaire.</p>	<p>18. 4. Les frais et risques de transport des matériels, objets et approvisionnements qui doivent être restitués à <b>l'acheteur</b> sont à la charge du titulaire.</p>
<p>17. 5. Un constat contradictoire est établi lors de la restitution du matériel, objet ou approvisionnement <del>au pouvoir adjudicateur</del>. Si le titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, un objet ou un approvisionnement non consommé, pour quelque motif que ce soit, <del>le pouvoir adjudicateur</del> décide, après s'être informé des possibilités du titulaire, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement. Dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur résiduelle à la date de la disparition du bien ou du sinistre.</p>	<p>18. 5. Un constat contradictoire est établi lors de la restitution du matériel, objet ou approvisionnement à <b>l'acheteur</b>. Si le titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, un objet ou un approvisionnement non consommé, pour quelque motif que ce soit, <b>l'acheteur</b> décide, après s'être informé des possibilités du titulaire, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement. Dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur résiduelle à la date de la disparition du bien ou du sinistre.</p>

<p>17. 6. A défaut de restitution, de remplacement, de remise en état ou de remboursement dans les délais prévus aux documents particuliers du marché, le <del>pouvoir adjudicateur</del> peut suspendre le paiement des sommes dues au titre des prestations en cause, dans la limite de la valeur résiduelle des biens concernés, jusqu'à ce que la restitution, le remplacement, la remise en état ou le remboursement soient effectivement opérés.</p>	<p>18. 6. A défaut de restitution, de remplacement, de remise en état ou de remboursement dans les délais prévus aux documents particuliers du marché, <b>l'acheteur</b> peut suspendre le paiement des sommes dues au titre des prestations en cause, dans la limite de la valeur résiduelle des biens concernés, jusqu'à ce que la restitution, le remplacement, la remise en état ou le remboursement soient effectivement opérés.</p>
<p>17. 7. Outre les mesures de réparation mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32, en cas de non-restitution, de détérioration ou d'utilisation abusive du matériel, de non-remplacement, de non-réparation ou de non-remboursement des objets confiés ou des approvisionnements non consommés.</p>	<p>Article repris</p>
<p><b>Article 19 : Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché</b></p>	
<p><del>Le pouvoir adjudicateur</del> aménage, à ses frais, les locaux destinés à l'installation du matériel et, le cas échéant, après consultation du titulaire, pourvoit à leur maintenance et à leur approvisionnement en fluides. <del>Le pouvoir adjudicateur</del> informe le titulaire de la disponibilité des locaux. Cette information doit être faite quinze jours, au moins, avant la livraison du matériel. Ces aménagements doivent être terminés avant la date prévue pour la livraison.</p>	<p><b>L'acheteur</b> aménage, à ses frais, les locaux destinés à l'installation du matériel et, le cas échéant, après consultation du titulaire, pourvoit à leur maintenance et à leur approvisionnement en fluides. <b>L'acheteur</b> informe le titulaire de la disponibilité des locaux. Cette information doit être faite quinze jours, au moins, avant la livraison du matériel. Ces aménagements doivent être terminés avant la date prévue pour la livraison.</p>
<p><b>Article 20 : Stockage, emballage et transport</b></p>	
<p><b>20. 1. Stockage :</b></p>	
<p>19. 1. 1. Si les documents particuliers du marché prévoient l'obligation pour le titulaire de <del>stocker des matériels dans ses locaux</del>, celui-ci assume à leur égard la responsabilité du dépositaire durant un délai précisé par les documents particuliers du marché et courant à compter de leur admission.</p>	<p>Article repris</p>
<p>19. 1. 2. Lorsque <del>les matériels sont stockés</del> dans les locaux du pouvoir adjudicateur, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.</p>	<p>20. 1. 2. Lorsque <b>le stockage est effectué</b> dans les locaux de <b>l'acheteur</b>, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.</p>
<p><b>20. 2. Emballage :</b></p>	
<p>19. 2. 1. La qualité des emballages doit être <del>appropriée</del> aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.</p>	<p><b>20.2.1.</b> La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du titulaire.</p>

	Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.
19. 2. 2. Les emballages restent la propriété du titulaire.	20.2.2. Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire, il les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.
<b>20. 3. Transport :</b>	
Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.	Article repris
<b>Article 21 : Livraison</b>	
20. 1. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment : — la date d'expédition ; — la référence à la commande ou au marché ; — l'identification du titulaire ; — l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ; — le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage. Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.	Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route  21.1. Article repris
20. 2. La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.	Article repris



<p>20. 3. Si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par les documents particuliers du marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. <del>Ces prestations de manutention donnent lieu à l'établissement d'un avenant.</del></p>	Article repris
<p>20. 4. Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 13. 3, une cause qui <del>n'est pas de son fait</del> met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.</p> <p>Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.</p> <p>Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.</p> <p>Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13. 3.</p> <p>Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.</p>	Article repris
<p><b>Article 22 : Surveillance en usine</b></p>	
<p>21. 1. Lorsque les documents particuliers du marché prévoient une surveillance en usine de l'exécution des prestations, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions du présent article.</p> <p>Il doit faire connaître <del>au pouvoir adjudicateur</del> les usines ou ateliers dans lesquels se dérouleront les différentes phases d'exécution des prestations. Il s'engage à procurer le libre accès de ces usines ou ateliers <del>au pouvoir adjudicateur</del> et à mettre gratuitement à sa disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p>	<p>22. 1. Lorsque les documents particuliers du marché prévoient une surveillance en usine de l'exécution des prestations, le titulaire est tenu de se conformer aux <b>stipulations</b> du présent article.</p> <p>Il doit faire connaître <b>à l'acheteur</b> les usines ou ateliers dans lesquels se dérouleront les différentes phases d'exécution des prestations. Il s'engage à procurer le libre accès de ces usines ou ateliers <b>à l'acheteur</b> et à mettre gratuitement à sa disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.</p>
<p>21. 2. Le titulaire doit prévenir, en temps utile, <del>le pouvoir adjudicateur</del> de toutes les opérations auxquelles ce dernier a déclaré vouloir assister ; à défaut, <del>le pouvoir adjudicateur</del> pourra soit les faire recommencer, soit refuser les prestations soumises à ces opérations, en dehors de son contrôle.</p> <p><del>Le pouvoir adjudicateur</del> doit être avisé immédiatement de tous événements de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.</p>	<p>22. 2. Le titulaire doit prévenir, en temps utile, <b>l'acheteur</b> de toutes les opérations auxquelles ce dernier a déclaré vouloir assister ; à défaut, <b>l'acheteur peut</b> soit les faire recommencer, soit refuser les prestations soumises à ces opérations, en dehors de son contrôle.</p> <p><b>L'acheteur</b> doit être avisé immédiatement de tous événements de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.</p>
<p>21. 3. Au cours de l'exécution des prestations, <del>le pouvoir adjudicateur</del> signale au</p>	<p>22. 3. Au cours de l'exécution des prestations, <b>l'acheteur</b> signale au titulaire tout</p>

titulaire tout élément de la prestation qui n'est pas satisfaisant.	élément de la prestation qui n'est pas satisfaisant. <b>L'acheteur peut se faire communiquer tout renseignement et opérer les vérifications qu'il juge nécessaires pour s'assurer que les clauses techniques prévues par le marché sont respectées.</b>
21. 4. L'exercice de la surveillance laisse entière la responsabilité du titulaire et ne limite pas le droit du <del>pouvoir adjudicateur</del> de refuser les prestations reconnues défectueuses au moment de la vérification.	22. 4. L'exercice de la surveillance laisse entière la responsabilité du titulaire et ne limite pas le droit de <b>l'acheteur</b> de refuser les prestations reconnues défectueuses au moment <b>des opérations</b> de vérification.
21. 5. Les agents du <del>pouvoir adjudicateur</del> et les personnes mandatées par lui, qui sont, du fait de leurs fonctions, <del>informées</del> des moyens de fabrication ou de toute autre information relative au titulaire, sont soumis à l'obligation de <del>discretion</del> mentionnée à l'article 5. 1. Leurs frais de déplacement et leur rémunération, exposés dans le cadre de ces opérations de surveillance, sont en totalité à la charge du <del>pouvoir adjudicateur</del> .	22. 5. Les agents de <b>l'acheteur</b> et les personnes mandatées par lui, qui ont, du fait de leurs fonctions, <b>connaissance</b> des moyens de fabrication ou de toute autre information relative au titulaire, sont soumis à l'obligation de <b>confidentialité</b> mentionnée à l'article 5. 1. Leurs frais de déplacement et leur rémunération, exposés dans le cadre de ces opérations de surveillance, sont en totalité à la charge de <b>l'acheteur</b> .
	<b>Commentaires :</b> Pour des raisons déontologiques, l'acheteur veille à ne pas mandater un concurrent du titulaire pour auditer ce dernier pour l'application du présent article.
<b>Article 23 : Prestations supplémentaires et modificatives</b>	
	23.1. Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur. Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, qui ont une incidence financière sur ce dernier, font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat. La décision de l'acheteur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai de 30 jours.  <b>Commentaires :</b> Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

	<p>23.2. Le titulaire du marché n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 23.1 lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.</p> <p>Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'acheteur, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.</p> <p>En cas de désaccord du titulaire sur le montant fixé par l'ordre de service, le titulaire le notifie par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'ouvrage, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service. Dès réception du refus par le maître d'ouvrage, les parties se rapprochent pour déterminer la juste rémunération des prestations demandées.</p> <p>Si les parties ne parviennent pas à un accord sur la rémunération des prestations demandées, ce litige est réglé dans les conditions prévues à l'article 46.</p>
	<p>23.3. Afin de fixer le montant définitif des modifications, le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de l'acheteur prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.</p> <p>La formulation de ces modifications par l'acheteur donne lieu à l'établissement d'un avenant.</p>
<p><b>Article 24 : suspension des prestations liée à des évènements extérieurs</b></p>	
	<p>24.1. Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue impossible du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités économiques en raison d'évènements extérieurs, la suspension des travaux est prononcée par le maître d'ouvrage.</p>
	<p>24.2. Dans un délai qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension de la réalisation des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées, des modalités de répartition des surcoûts</p>

	directement induits par ces événements, des modalités de reprise de l'exécution, et le cas échéant, des modifications à apporter au marché.
	<p>24.3. Pour la prise en charge des surcoûts directement induits par ces événements, il est tenu compte, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des surcoûts liés à la période de suspension ;</li> <li>- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;</li> <li>- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.</li> </ul> <p>Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché.</p>
<b>25. Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public</b>	
	Lorsque le marché public a pour objet la gestion d'un service public, le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution. Les documents particuliers du marché définissent notamment le calendrier de transmission des données à l'acheteur ainsi que les pénalités en cas de non-respect de ces délais.
<b>CHAPITRE 5 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS — GARANTIE — MAINTENANCE</b>	
<b>Article 26 : Opérations de vérification</b>	
<b>26. 1. Nature des opérations :</b>	
<p>Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.</p> <p>Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché. A défaut d'indication dans le marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.</p> <p>Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le <del>pouvoir</del></p>	<p>Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.</p> <p>Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché. A défaut d'indication dans le marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.</p> <p>Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur sur les</p>

<del>adjudicateur</del> sur les prestations livrées au titre du marché.	prestations livrées au titre du marché.
<b>26. 2. Frais de vérification :</b>	
<p>22. 2. 1. Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du <del>pouvoir adjudicateur</del> pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.</p> <p>Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.</p>	<p>26. 2. 1. Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de <b>l'acheteur</b> pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.</p> <p>Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.</p>
<p>22. 2. 2. Le titulaire avise le <del>pouvoir adjudicateur</del> de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.</p>	<p>26. 2. 2. Le titulaire avise <b>l'acheteur</b> de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.</p>
<b>26. 3. Présence du titulaire :</b>	
<p>Le <del>pouvoir adjudicateur</del> avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.</p> <p>L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.</p>	<p><b>L'acheteur</b> avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.</p> <p>L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.</p>
<b>Article 27 : Déroulement des opérations de vérification</b>	
<p>23. 1. Le <del>pouvoir adjudicateur</del> effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.</p> <p>Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 25.</p> <p>Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.</p>	<p>27. 1. <b>L'acheteur</b> effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.</p> <p>Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 29.</p> <p>Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.</p>
<p>23. 2. Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées au 1 ci-dessus sont exécutées par le <del>pouvoir adjudicateur</del>, dans les conditions prévues à l'article 24 ci-après.</p> <p>Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze</p>	<p>27. 2. Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées au 1 ci-dessus sont exécutées par <b>l'acheteur</b>, dans les conditions prévues à l'article 28.</p> <p>Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours.</p> <p>Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée</p>

<p>jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.</p> <p>Pour les vérifications effectuées dans les locaux du <del>pouvoir adjudicateur</del> ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.</p> <p>Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.</p>	<p>acquise.</p> <p>Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'<b>acheteur</b> ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.</p> <p>Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des <b>stipulations</b> du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.</p>
<p>23. 3. Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.</p>	<p>Article repris</p>
<p><b>Article 28 : Décisions après vérification</b></p>	
<p><b>28. 1. Vérifications quantitatives :</b></p>	
<p>A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le <del>pouvoir adjudicateur</del> peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— soit de reprendre l'excédent fourni ;</li> <li>— soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.</li> </ul> <p>La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.</p>	<p>A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'<b>acheteur</b> peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— soit de reprendre l'excédent fourni ;</li> <li>— soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.</li> </ul> <p>La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.</p>
<p><b>28. 2. Vérifications qualitatives :</b></p>	
<p>A l'issue des opérations de vérification qualitative, le <del>pouvoir adjudicateur</del> prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25.</p>	<p>A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'<b>acheteur</b> prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25.</p>
<p><b>Article 29 : Admission, ajournement, réfaction et rejet</b></p>	
<p><b>29. 1. Admission :</b></p>	
<p>Le <del>pouvoir adjudicateur</del> prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de</p>	<p>L'<b>acheteur</b> prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans</p>

décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.	un délai de quinze jours à dater de la livraison.
<b>29 2. Ajournement :</b>	
<p>25. 2. 1. Le <del>pouvoir adjudicateur</del>, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau <del>au pouvoir adjudicateur</del> les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.</p> <p>Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, <del>le pouvoir adjudicateur</del> a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.</p> <p>Le silence <del>du pouvoir adjudicateur</del> au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.</p>	<p>29. 2. 1. L'<b>acheteur</b>, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau <b>à l'acheteur</b> les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.</p> <p>Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, <b>l'acheteur</b> a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.</p> <p>Le silence <b>de l'acheteur</b> au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.</p>
<p>25. 2. 2. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, <del>le pouvoir adjudicateur</del> dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.</p>	<p>29. 2. 2. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, <b>l'acheteur</b> dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.</p>
<p>25. 2. 3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux <del>du pouvoir adjudicateur</del>, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.</p> <p>Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par <del>le pouvoir adjudicateur</del>, aux frais du titulaire.</p> <p>Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux <del>du pouvoir adjudicateur</del> présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.</p>	<p>29. 2. 3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux <b>de l'acheteur</b>, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.</p> <p>Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par <b>l'acheteur</b>, aux frais du titulaire.</p> <p>Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux <b>de l'acheteur</b> présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.</p>
<b>29. 3. Réfaction :</b>	
<p>Lorsque <del>le pouvoir adjudicateur</del> estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des</p>	<p>Lorsque <b>l'acheteur</b> estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections</p>

<p>imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.</p>	<p>constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.</p> <p>Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.</p> <p>A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.</p>
<p>29. 4. Rejet :</p>	
<p>25. 4. 1. Lorsque le <del>pouvoir adjudicateur</del> estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.</p> <p>La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.</p>	<p>29. 4. 1. Lorsque l'<b>acheteur</b> estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.</p> <p>La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.</p>
<p>25. 4. 2. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.</p>	<p>Article repris</p>
<p>25. 4. 3. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le <del>pouvoir adjudicateur</del>, aux frais du titulaire.</p> <p>Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du <del>pouvoir adjudicateur</del> présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.</p>	<p>29. 4. 3. Le titulaire dispose d'un délai <b>de 30 jours</b> à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'<b>acheteur</b>, aux frais du titulaire.</p> <p>Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'<b>acheteur</b> présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.</p>
<p>29. 5. Mauvaise qualité ou défectuosité</p>	
<p>25. 5. Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le <del>pouvoir adjudicateur</del>, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le <del>pouvoir adjudicateur</del> ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :</p> <p>— si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le <del>pouvoir adjudicateur</del> des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;</p>	<p>Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'<b>acheteur</b>, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'<b>acheteur</b> ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :</p> <p>— si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'<b>acheteur</b> des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;</p> <p>— et que l'<b>acheteur</b> a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements</p>



— et que le <del>pouvoir adjudicateur</del> a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.	devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.
<b>Article 30 : Transfert de propriété</b>	
L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations au <del>pouvoir adjudicateur</del> est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.	L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations à l' <b>acheteur</b> est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.
<b>Article 31 : Maintenance des prestations</b>	
<b>31. 1. Conditions et modalités de la maintenance :</b>	
Si le marché prévoit la maintenance des prestations livrées, celle-ci comprend les interventions demandées par le <del>pouvoir adjudicateur</del> , en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif. La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire. Le <del>pouvoir adjudicateur</del> est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n'assume les frais de ces changements. Le <del>pouvoir adjudicateur</del> s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché. Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché.	Si le marché prévoit la maintenance des prestations livrées, celle-ci comprend les interventions demandées par l' <b>acheteur</b> , en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif. La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire. L' <b>acheteur</b> est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n'assume les frais de ces changements. L' <b>acheteur</b> s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché. Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché.
<b>31. 2. Accès aux locaux du <del>pouvoir adjudicateur</del> de l'<b>acheteur</b> pour les opérations de maintenance :</b>	
27. 2. 1. Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux du <del>pouvoir adjudicateur</del> , les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les documents particuliers du marché et appelée période d'intervention. Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché. La période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au	31. 2. 1. Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l' <b>acheteur</b> , les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les documents particuliers du marché et appelée période d'intervention. Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché. La période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au

vendredi, jours fériés exclus.	vendredi, jours fériés exclus.
<p>27. 2. 2. Le <del>pouvoir adjudicateur</del> assure aux préposés du titulaire chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements.</p> <p>Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux du <del>pouvoir adjudicateur</del>, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par le <del>pouvoir adjudicateur</del>.</p>	<p>31. 2. 2. L'<b>acheteur</b> assure aux préposés du titulaire chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de <b>l'acheteur</b>, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par <b>l'acheteur</b>.</p>
<b>31. 3. Maintenance dans les locaux du titulaire :</b>	
<p>Lorsque le marché prévoit que la maintenance est effectuée dans les locaux du titulaire, le délai de restitution du matériel est de quinze jours.</p> <p>Ce délai court de la date d'arrivée de l'élément en panne dans les locaux du titulaire jusqu'à la date d'arrivée de l'élément réparé, ou de l'élément de remplacement, dans les locaux du <del>pouvoir adjudicateur</del>.</p>	<p>Lorsque le marché prévoit que la maintenance est effectuée dans les locaux du titulaire, le délai de restitution du matériel est de quinze jours.</p> <p>Ce délai court de la date d'arrivée de l'élément en panne dans les locaux du titulaire jusqu'à la date d'arrivée de l'élément réparé, ou de l'élément de remplacement, dans les locaux de <b>l'acheteur</b>.</p>
<b>Article 32 : Garantie</b>	
28. 1. Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.	Article repris
<p>28. 2. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au <del>pouvoir adjudicateur</del>. Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.</p> <p>Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le <del>pouvoir adjudicateur</del> un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.</p>	<p>32. 2. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable <b>à l'acheteur</b>. Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.</p> <p>Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour <b>l'acheteur</b> un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.</p>
28. 3. Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision du <del>pouvoir adjudicateur</del> après consultation du titulaire.	32. 3. Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision de <b>l'acheteur</b> après consultation du titulaire.

28. 4. Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le <del>pouvoir adjudicateur</del> . Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.	32. 4. Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l' <b>acheteur</b> . Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.
Commentaires : A la fin du délai de garantie, les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions prévues <del>par l'article 103 du code des marchés publics</del> .	Commentaires : A la fin du délai de garantie, les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions prévues <b>à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique et, pour les marchés de défense ou de sécurité, à l'article R. 2391-25 du même code.</b>
Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.	32.5. Article repris
Commentaires : Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que les documents particuliers du marché définissent, pour certaines catégories de prestations, des garanties particulières. Dans ce cas, le marché fixe les conditions, modalités et les effets de ces garanties sur les obligations respectives des parties.	Commentaire repris
<b>CHAPITRE 6 : UTILISATION DES RESULTATS</b>	
<b>Article 33 : Définition des résultats</b>	
	<p>Au sens du présent chapitre :</p> <p>33.1. Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.</p>

	<p>Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire du marché dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.</p> <p>Commentaires :</p> <p>Les résultats couvrent ce qui est élaboré dans le cadre du marché, c'est-à-dire tout ce qui est livré dans le cadre du marché sauf les connaissances antérieures (standards ou non – définies au 33.2 et 33.3). Il peut s'agir des paramétrages d'un logiciel, de développements spécifiques, d'un nouveau logo, d'une formation sur-mesure, d'un procédé nouveau issu d'une prestation de R&amp;D etc. Les notions d'œuvre de l'esprit, de marque, de brevet et de dessins et modèles etc., sont définies par le Code de la propriété intellectuelle.</p> <p>Un logo proposé par le soumissionnaire dans son offre peut être considéré comme un résultat, dès lors qu'il a été conçu pour répondre aux besoins de l'acheteur et que le marché est attribué à ce soumissionnaire.</p>
	<p>33.2. Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.</p> <p>Commentaires :</p>

	Des connaissances antérieures sont susceptibles d'être utilisées pour répondre aux besoins de l'acheteur (ex. code source préexistant utilisé pour réaliser une fonctionnalité sans tout redévelopper).
	<p>33.3. Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.</p> <p>Commentaires :</p> <p>Il peut s'agir de logiciels standards ou progiciels sur étagère (sous licence dite « propriétaire » ou sous licence libre), d'accès à des bases de données, d'images provenant de banque d'images, etc.).</p>
<b>Article 34 : Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards</b>	
	<p>La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.</p> <p>L'acheteur et le titulaire du marché restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.</p> <p>Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.</p> <p>Le titulaire précise les éléments suivants :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et la fonctionnalité de la connaissance antérieure ou de la connaissance antérieure standard ;</li> <li>- le nom du ou des auteurs,</li> <li>- la source (site Internet par exemple),</li> <li>- le régime juridique (licence),</li> <li>- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive</li> <li>- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).</li> </ul> <p>A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.</p> <p>Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.</p> <p>Commentaires :</p> <p>L'opportunité de prévoir, dans les documents particuliers du marché, une clause prévoyant la fourniture des codes sources de logiciels standards propriétaires doit s'apprécier au cas par cas, en fonction du ou des logiciels potentiellement utilisés dans le cadre du marché. La possibilité technique, pour le titulaire, de fournir les codes sources peut en effet dépendre des conditions édictées par l'éditeur du logiciel concerné. L'acheteur est donc invité à adapter le niveau d'exigence des documents du marché avec l'offre technique disponible sur le marché économique.</p>
<b>Article 35 : Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards</b>	
35.1. Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, de tiers et de l'acheteur	

	<p>Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.</p> <p>Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice de l'acheteur sur les résultats ne s'applique pas aux connaissances antérieures, sauf dispositions contraires dans le marché ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.</p> <p>Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'acheteur est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf dispositions expresses dans les documents du marché.</p> <p>L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.</p> <p>Au cours de l'exécution du marché, le titulaire du marché ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.</p> <p>Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures</p>
<p>35.2. Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards</p>	
	<p>Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur.</p>

	<p>Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur.</p> <p>Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.</p> <p>Commentaires :</p> <p>L'utilisation d'une connaissance antérieure standard suppose l'acceptation de sa licence. Le titulaire doit veiller à n'utiliser dans le cadre du marché que des connaissances antérieures standards compatibles avec les besoins de l'acheteur (par exemple : le nombre d'utilisateurs).</p> <p>Les droits d'adaptation, modification, évolution ainsi que les éventuelles transmissions des droits à des tiers de ces connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence telle qu'acceptée par l'acheteur.</p>
<b>Article 36 : Régime des résultats</b>	
<b>36.1. Finalités et besoins d'utilisation des résultats</b>	
	<p>Le titulaire du marché accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.</p> <p>Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>– évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;</li> <li>– pouvoir procéder aux opérations d’archivage public ;</li> <li>– permettre à tout service au sein de la même personne morale que l’acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d’utilisation</li> <li>– assurer ou faire assurer par tout tiers l’évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;</li> <li>– transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d’un transfert de compétences de l’acheteur.</li> </ul> <p>Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d’utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.</p> <p>Le régime de confidentialité des résultats est défini le cas échéant dans les documents particuliers du marché.</p>
36.2. Droits de l’acheteur	
	<p>36. 2. 1. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique</p> <p>Le titulaire du marché cède à l’acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d’utilisation mentionnés au présent article tels qu’applicables au marché.</p> <p>Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.</p>

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 38, tels qu'applicables au marché.

Commentaires :

L'exercice des droits patrimoniaux, objet de la concession pour les besoins découlant de l'objet du marché, doit se faire dans le respect des droits moraux de l'auteur.

L'article L. 121-1 du code de la propriété intellectuelle dispose que « l'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à la personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible (...) ».

En application de cet article, l'auteur a droit tout particulièrement :

(i) au respect de son nom et de sa qualité. Ce « droit à la paternité » se traduit par l'obligation d'apposer le nom et la qualité de l'auteur sur son œuvre et sur toute reproduction de celle-ci (ex. : apposition du nom de l'architecte sur l'immeuble qu'il a réalisé) ;

(ii) au respect de son œuvre. Ce droit autorise l'auteur à faire sanctionner toute altération, dénaturation de son œuvre. L'adaptation, l'arrangement, la modification sont susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de l'œuvre et d'engager la responsabilité de l'acheteur. L'appréciation des éventuelles atteintes au droit au respect de l'œuvre se fait au cas par cas par les juges du fond en fonction de la nature des œuvres et des exploitations réalisées.

Il est recommandé, préalablement aux adaptations, modifications ou arrangements de l'œuvre qui n'auraient pas fait l'objet d'une autorisation spécifique dans les documents particuliers du marché et qui seraient susceptibles d'altérer ou de dénaturer l'œuvre, d'informer le titulaire du marché ou les auteurs des

	aménagement envisagés.
	<p>Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.</p> <p>Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.</p> <p>Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacier avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.</p> <p>La présente cession est consentie à titre non exclusif, afin de permettre au titulaire d'exploiter les résultats pour ses propres besoins.</p>

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1. les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
2. les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;
3. les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1 et 2.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1 et 2 tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

	<p>Commentaires :</p> <p>La cession à titre non exclusif permet au titulaire du marché d'utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.</p> <p>Compte tenu de leurs spécificités, les résultats ayant pour objet d'identifier l'acheteur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.</p>
	<p>36.2.2. Résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques</p> <p>Le titulaire du marché informe l'acheteur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques.</p> <p>Le titulaire concède à l'acheteur une licence d'utilisation non exclusive des droits de propriété intellectuelle afférents à ces résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 38 tels qu'applicables au marché, comprenant le fait de pouvoir utiliser les résultats pour continuer les recherches.</p> <p>Cette licence couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée de validité de la protection.</p> <p>Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché.</p> <p>Le titulaire du marché accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers, dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du marché.</p>

	<p>Dans l'hypothèse où le résultat consiste totalement ou partiellement en un nouveau savoir-faire, le titulaire du marché concède une licence sur ce savoir-faire à l'acheteur, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 38, tels qu'applicables au marché, sous réserve d'en préserver la confidentialité.</p> <p>Commentaires :</p> <p>Compte tenu de la spécificité des prestations donnant lieu à des résultats susceptibles de protection par des droits de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques au sens du Code de la propriété intellectuelle, et/ou susceptibles d'être couverts par du savoir-faire, il est recommandé de prévoir dans les documents particuliers du marché les modalités de répartition des droits qui peuvent déroger au régime proposé par défaut. Cela peut être le cas par exemple lorsque la prestation a pour objet l'amélioration d'une innovation technique de l'acheteur, qui peut avoir vocation à détenir par exemple le brevet portant sur les résultats.</p>
	<p>36.2.3. Régime des données</p> <p>Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.</p> <p>Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.</p> <p>Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.</p>
<p>36. 3. Droits du titulaire du marché</p>	
	<p>Le titulaire conserve la propriété de ses savoirs faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.</p> <p>Le titulaire du marché peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché, sous réserve de l'accord de l'acheteur pour les</p>

	<p>connaissances antérieures mises à sa disposition par ce dernier pour l'exécution du marché, et sous réserve de la confidentialité des résultats ou de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de l'article 5.</p> <p>Le titulaire du marché verse à l'acheteur, dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats, une redevance.</p> <p>Les documents particuliers du marché déterminent les modalités de calcul de la redevance.</p> <p>Commentaire :</p> <p>Dès lors que le titulaire peut exploiter à titre commercial un résultat dont le développement a été financé par l'acheteur, ce dernier peut prévoir lorsque c'est pertinent une redevance qui tienne compte de cette participation.</p>
	<p>Le titulaire du marché s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur.</p> <p>Le titulaire du marché peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 5 et du régime de confidentialité des résultats, complétés le cas échéant par les documents particuliers du marché, et de l'accord préalable de l'acheteur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché.</p> <p>La publication mentionne que les résultats ont été financés par l'acheteur.</p>
<p>36. 4. Dispositions communes</p>	
	<p>36.4.1. Exercice des droits</p> <p>Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des</p>

	<p>prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les logiciels :<ul style="list-style-type: none"><li>• les codes exécutables ;</li><li>• la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;</li><li>• les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards, lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur ; ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.</li></ul></li><li>- pour les autres œuvres (créations graphiques, images, films, musique, etc.) : les fichiers sources et natifs dans un format ouvert</li></ul> <p>Le titulaire ne peut imposer la confidentialité notamment des codes sources livrés.</p> <p>La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.</p>
	<p>36. 4. 2. Garanties des droits.</p> <p>Le titulaire du marché garantit à l'acheteur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.</p>



A ce titre, il garantit :

— qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;

— qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;

— qu'il indemnise l'acheteur , en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux dispositions des articles 36 et 38 aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux dispositions des articles 36 et 38, ils en informent sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;

— dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;

— qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur , en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures

	<p>standards ou non conforme aux dispositions des articles 34 et 36, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.</p> <p>Le titulaire du marché garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.</p> <p>Le titulaire du marché garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.</p> <p>Sur simple demande, le titulaire du marché s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.</p> <p>La responsabilité du titulaire du marché n'est pas engagée pour toute allégation concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;</li> <li>— les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;</li> <li>— les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse.</li> </ul> <p>Le titulaire du marché dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire du marché.</p>
	36.4.3. Dispositions finales

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire du marché ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire du marché autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

	<p>Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'acheteur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5. 1.</p> <p>Toute publication doit mentionner le nom du titulaire du marché et des auteurs.</p> <p>Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.</p>
<b>CHAPITRE 7 : RÉSILIATION</b>	
<b>Article 37 : Principes généraux</b>	
<p><del>Le pouvoir adjudicateur</del> peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 30.</p> <p><del>Le pouvoir adjudicateur</del> peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 33.</p> <p>La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.</p>	<p>L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 38.</p> <p>L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42.</p> <p>La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.</p>
<b>Article 38 : Résiliation pour événements extérieurs au marché</b>	
<b>38. 1. Décès ou incapacité civile du titulaire :</b>	
<p>En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, <del>le pouvoir adjudicateur</del> peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.</p> <p>La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.</p>	<p>En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.</p> <p>La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.</p>

### 38. 2. Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de **sauvegarde ou de** redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

**La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.**

### 38. 3. Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, ~~le pouvoir adjudicateur~~ peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, **l'acheteur** peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

## Article 39 : Résiliation pour événements liés au marché

### 39. 1. Difficulté d'exécution du marché :

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

Article repris

### 39. 2. Ordre de service tardif :

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3. 8. 3, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

Article repris

**Article 40 : Résiliation pour faute du titulaire**

32. 1. Le ~~pouvoir adjudicateur~~ peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;

b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 17. 7 ;

c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;

d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le ~~pouvoir adjudicateur~~ dans le cadre des articles 16 et 21 ;

e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3. 6 ;

f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 ;

g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 30. 1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3. 4. 2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;

i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;

j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;

k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;

l) L'utilisation des résultats par le ~~pouvoir adjudicateur~~ est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché.

m) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

n) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

40. 1. L'**acheteur** peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, **à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage** ;

b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18. 7 ;

c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;

d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'**acheteur** dans le cadre des articles 17 et 22 ;

e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3. 6 ;

f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 ;

g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 30. 1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3. 4. 2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;

i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;

j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;

k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;

l) L'utilisation des résultats par l'**acheteur** est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;

m) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

n) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à

	l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.
32. 2. Sauf dans les cas prévus aux i, m et n du 32. 1 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le <del>pouvoir adjudicateur</del> informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.	40. 2. Sauf dans les cas prévus aux i, m et n du 40. 1 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l' <b>acheteur</b> informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.
32. 3. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.	Article repris
<b>Article 41 : Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	
Lorsque le <del>pouvoir adjudicateur</del> résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché. Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.	Lorsque l' <b>acheteur</b> résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial <b>hors TVA</b> du marché, diminué du montant <b>hors TVA</b> non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché. Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.
<b>Article 42 : Décompte de résiliation</b>	
34. 1. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le <del>pouvoir adjudicateur</del> et notifié au titulaire.	42. 1. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l' <b>acheteur</b> et notifié au titulaire
34. 2. Le décompte de résiliation qui fait suite à une décision de résiliation prise en application des articles 31 et 33 comprend : 34. 2. 1. Au débit du titulaire : — le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ; — la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au	42. 2. Le décompte de résiliation qui fait suite à une décision de résiliation prise en application des articles 39 et 42 comprend : 42. 2. 1. Au débit du titulaire : — le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ; — la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au

<p>titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le <del>pouvoir adjudicateur</del> cède à l'amiable au titulaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le montant des pénalités.</li> </ul> <p>34. 2. 2. Au crédit du titulaire :</p> <p>34. 2. 2. 1. La valeur des prestations fournies au <del>pouvoir adjudicateur</del>, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;</li> <li>— la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du <del>pouvoir adjudicateur</del> telles que le stockage des fournitures.</li> </ul> <p>34. 2. 2. 2. Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au <del>pouvoir adjudicateur</del>, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;</li> <li>— le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du marché ;</li> <li>— les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché ;</li> </ul> <p>34. 2. 2. 3. Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.</p> <p>34. 2. 2. 4. Si la résiliation est prise en application de l'article 33, une somme forfaitaire calculée en appliquant un pourcentage à la différence entre le montant hors <del>TVA</del> non révisé du marché et le montant hors <del>TVA</del> non révisé des prestations <del>réceptionnées</del>. Dans le silence du marché, ce pourcentage est de 5 %. Le montant ainsi calculé sera révisé à la date d'effet de la résiliation conformément aux dispositions du marché.</p> <p>34. 2. 2. 5. Plus généralement, tous préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.</p>	<p>titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que <b>l'acheteur</b> cède à l'amiable au titulaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le montant des pénalités.</li> </ul> <p>42. 2. 2. Au crédit du titulaire :</p> <p>42. 2. 2. 1. La valeur des prestations fournies <b>à l'acheteur</b>, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;</li> <li>— la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de <b>l'acheteur</b> telles que le stockage des fournitures.</li> </ul> <p>42. 2. 2. 2. Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies <b>à l'acheteur</b>, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;</li> <li>— le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du marché ;</li> <li>— les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché ;</li> </ul> <p>42. 2. 2. 3. Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.</p> <p>42. 2. 2. 4. Si la résiliation est prise en application de l'article 42, une somme forfaitaire calculée en appliquant un pourcentage à la différence entre le montant <b>hors TVA</b> non révisé du marché et le montant <b>hors TVA</b> non révisé des prestations <b>admisses</b>. Dans le silence du marché, ce pourcentage est de 5 %. Le montant ainsi calculé sera révisé à la date d'effet de la résiliation conformément aux dispositions du marché.</p> <p>42. 2. 2. 5. Plus généralement, tous préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.</p>
<p>34. 3. Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 32 comprend :</p> <p>34. 3. 1. Au débit du titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;</li> <li>— la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le <del>pouvoir adjudicateur</del> cède à l'amiable au titulaire ;</li> </ul>	<p>42. 3. Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 40 comprend :</p> <p>42. 3. 1. Au débit du titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;</li> <li>— la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que <b>l'acheteur</b> cède à l'amiable au titulaire ;</li> </ul>



<p>— le montant des pénalités ;</p> <p>— le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 36.</p> <p>34. 3. 2. Au crédit du titulaire :</p> <p>— la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;</p> <p>— la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du <del>pouvoir adjudicateur</del> telles que le stockage des fournitures.</p>	<p>— le montant des pénalités ;</p> <p>— le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 44.</p> <p>42. 3. 2. Au crédit du titulaire :</p> <p>— la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;</p> <p>— la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de <b>l'acheteur</b> telles que le stockage des fournitures.</p>
<p>34. 4. Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 30 ou à la suite d'une demande du titulaire comprend :</p> <p>34. 4. 1. Au débit du titulaire :</p> <p>— le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;</p> <p>— la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le <del>pouvoir adjudicateur</del> cède à l'amiable au titulaire ;</p> <p>— le montant des pénalités.</p> <p>34. 4. 2. Au crédit du titulaire :</p> <p>— la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;</p> <p>— la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du <del>pouvoir adjudicateur</del> telles que le stockage des fournitures.</p>	<p>42. 4. Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 40 ou à la suite d'une demande du titulaire comprend :</p> <p>42. 4. 1. Au débit du titulaire :</p> <p>— le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;</p> <p>— la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que <b>l'acheteur</b> cède à l'amiable au titulaire ;</p> <p>— le montant des pénalités.</p> <p>42. 4. 2. Au crédit du titulaire :</p> <p>— la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;</p> <p>— la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de <b>l'acheteur</b> telles que le stockage des fournitures.</p>
<p>34. 5. La notification du décompte par le <del>pouvoir adjudicateur</del> au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.</p> <p>Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.</p>	<p>42. 5. La notification du décompte par <b>l'acheteur</b> au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.</p> <p><b>Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 50.1.</b></p> <p>Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.</p>
<p><b>Article 43 : Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution <b>du marché</b></b></p>	

<p>En cas de résiliation, le <del>pouvoir adjudicateur</del> peut exiger du titulaire, <del>aux frais de ce dernier</del> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;</li> <li>— la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;</li> <li>— l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.</li> </ul> <p>Le <del>pouvoir adjudicateur</del> en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.</p>	<p>En cas de résiliation, l'<b>acheteur</b> peut exiger du titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;</li> <li>— la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;</li> <li>— l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.</li> </ul> <p>L'<b>acheteur</b> en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.</p> <p><b>En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.</b></p>
<p><b>Article 44 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire</b></p>	
<p>36. 1. A la condition que les documents particuliers du marché le prévoient et que la décision de résiliation le mentionne expressément, le <del>pouvoir adjudicateur</del> peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.</p>	<p>44. 1. L'<b>acheteur</b> peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux dispositions du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. Dans ce cas, sous réserve qu'elles soient entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. A l'expiration de ce délai, le marché est résilié ;</li> <li>- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.</li> </ul>
<p>36. 2. S'il n'est pas possible au <del>pouvoir adjudicateur</del> de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.</p>	<p>44. 2. S'il n'est pas possible à l'<b>acheteur</b> de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.</p>
<p>36. 3. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à</p>	<p>44. 3. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce</p>

l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le <del>pouvoir adjudicateur</del> .	marché par le tiers désigné par <b>l'acheteur</b> .
36. 4.L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.	Article repris
<b>Article 45 : Ajournement des prestations</b>	
	<p>45.1. L'ajournement des prestations peut être décidé par le représentant de l'acheteur. Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations exécutées.</p> <p>Lorsque l'ajournement entraîne des coûts supplémentaires pour le titulaire, il a droit à être indemnisé de ces frais et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.</p> <p>45.2. Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les prestations ont été interrompues pendant plus d'une année, le titulaire a le droit d'obtenir la résiliation du marché, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze jours, demandé la résiliation.</p>
<b>CHAPITRE 8 : DIFFÉRENDS ET LITIGES</b>	
<b>Article 46 : Différends entre les parties</b>	
37. 1. Le <del>pouvoir adjudicateur</del> et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.	<p>46. 1. <b>L'acheteur</b> et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.</p> <p><b>Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;</li> <li>-soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.</li> </ul>
37. 2. Tout différend entre le titulaire et le <del>pouvoir adjudicateur</del> doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et	46. 2. <b>Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet</b> , de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce

<p>indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.</p>	<p>différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu.</p> <p>Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.</p>
<p>37. 3. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.</p>	<p>46. 3. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.</p>
	<p>46.4. Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite aux articles 46.1 à 46.3, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.</p>
	<p>Commentaires :</p> <p>Lorsque l'acheteur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement amiable du différend relève des procédures prévues par les dispositions du chapitre VII du titre IX du livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du code de la commande publique. Pour les marchés de défense ou de sécurité, ces procédures sont prévues par les dispositions du chapitre VII du titre IX du livre III de la deuxième partie du même code.</p>
	<p>46.5. Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées à l'article 46.3, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.</p> <p>Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont de la</p>

	compétence exclusive du juge judiciaire.
Commentaires : Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article 127 du code des marchés publics.	Commentaire supprimé
<b>Article 38 : Marchés à bons de commande comportant un minimum</b>	
Lorsqu'au terme de l'exécution d'un marché à bons de commande le total des commandes du pouvoir adjudicateur n'a pas atteint le minimum fixé par le marché, en valeur ou en quantités, le titulaire a droit à une indemnité, égale à la marge bénéficiaire qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter au pouvoir adjudicateur toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.	Article déplacé à l'article 3.7.5
<b>Article 3947 : Liste récapitulative des dérogations au CCAG</b>	
Le dernier article du CCAP indique la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé	Le dernier article du CCAP ou tout autre document qui en tient lieu indique la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé